

Bilie-By-Nze soupçonné d'avoir fait main basse sur le milliard

**Orca Boudiandza
Mouele**

Plus rien ne va à *Gabon Télévision*. A la maison Georges Rariwiri, les jours et les semaines s'enchaînent sans qu'il n'y ait des solutions à la grave crise qui secoue le principal média public. Tout est parti, il y a quelques jours, du mouvement d'humeur lancé par les agents en attente d'intégration à la Fonction publique. Ces derniers, jusqu'à ce jour, percevaient une sorte de prime compensatoire leur permettant de tenir tout au long du mois. Cette prime, qui oscille entre 100 et 200 000 Fcfa, était payée sur fonds propres par *Gabon Télévision*. Seulement, depuis deux mois, plus rien ! Les caisses du média, essentiellement pleines grâce aux recettes publicitaires, ne sont plus assez garnies pour payer la prime aux agents. Question : la publicité aurait-elle baissé ? Les contrats publicitaires avec les grandes entreprises telles que le PMUG, Gabon Télécom, Airtel et autres auraient-ils été résiliés ? Non, il n'en est rien. Le pognon issu de ces contrats juteux rentre-t-il bien dans les caisses ? Sauf que Gabon Télévision est empêtré dans un crédit de plus d'un milliard de Fcfa. La chaîne doit rembourser cette monstrueuse somme à BGFI pour un emprunt qu'elle aurait effectué il y a quelques mois. Où est passé cet argent ? A quoi a-t-il servi ?

D'après de nombreuses sources proches de la direction : « *l'emprunt aurait été effectué par l'actuel ministre de la Communication, Alain Claude Bilie-By-Nze au nom de Gabon Télévision* ». Les mêmes sources indiquent que la coquette somme aurait été déboursée sous le prétexte d'achat du matériel et du changement de la charte graphique



Le ministre de la Communication demande au DG de Gabon Télévision des comptes sur l'utilisation du milliard à polémique.

de la chaîne publique de télévision. Tout cela emballé dans le fameux dossier de la réforme du secteur audiovisuel.

Mais, comme on le dit, « *la vérité n'a pas de tombe* ». A travers le mouvement d'humeur lancé par les agents, l'on découvre, par la voix d'Aminata Ondo, présidente du Syndicat des agents de l'audio-visuel, qu'à la radio comme à la télévision, il n'y a aucun nouveau matériel. Pire, souligne la syndicaliste, il manque à ces deux médias le minimum d'outils de fonctionnement : micros, ordinateurs, enregistreurs, chaises et bureaux.

Le milliard, au regard de telles affirmations, a donc été détourné à d'autres fins. Lesquelles ? Pour l'instant, nul ne le sait. Mais, en revanche, à en croire Aminata Ondo, le ministre de la Communication vient, à la suite d'une réunion avec les agents, de demander aux responsables des différents médias de justifier les fonds qu'ils ont perçus tant de la publicité que de l'Etat.

En somme, le ministre de la Communication demande à l'actuel directeur général de Gabon Télévision, Mathieu Koumba, de justifier l'utilisation du milliard dont lui-même est soupçonné d'avoir détourné. C'est le monde à l'envers. Ce d'autant plus que le pauvre Mathieu Koumba n'était que DGA au moment où l'emprunt a été effectué. Mieux encore, de nombreuses sources indiquent que c'est justement à propos des désaccords entre l'actuel ministre de la Communication et l'ancien directeur de Gabon Télévision, Luc Imunga Ivunga, sur la gestion du milliard que le dernier cité avait été limogé de son poste. Etait-ce parce que l'un ou l'autre avait mis la main sur cet argent sans avoir à partager ?

Normalement, si tant est que le ministre n'a rien à avoir dans cette affaire, il aurait, depuis longtemps, saisi la justice pour que la lumière soit faite au lieu de se substituer à celle-ci en demandant des comptes. (Affaire à suivre)